

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire N°DDPP-DREAL UD38-2020- 10-35
du 30 OCT. 2020**

**portant modification du périmètre de l'autorisation d'exploitation d'une installation de
traitement de matériaux par la société LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN
lieu-dit « le grand pré » sur la commune de Champ-près-Froges**

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les titres 1^{er} et 4 des parties législatives et réglementaires du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 22/09/94 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux carrières relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2015-12-54 du 24 décembre 2015 autorisant la société LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN à poursuivre l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune du Champ-près-Froges, au lieu-dit « Le grand pré » ;

Vu la demande, par courrier du 14 août 2020, de la société LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN de modification du périmètre de l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV 2015-12-54 du 24 décembre 2015 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), unité départementale de l'Isère, en date du 16 septembre 2020 ;

Considérant les capacités techniques et financières de la société LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN ;

Considérant que le périmètre de la carrière, dont la poursuite d'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° DDPP-ENV-2015-12-54 du 24 décembre 2015 susvisé, a été modifié ;

Considérant que les parcelles soustraites du périmètre de l'autorisation n'ont pas fait l'objet d'une activité d'extraction ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par les arrêtés sus-visés, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Vu le courriel du 21 octobre 2020 de l'exploitant confirmant qu'il n'a pas d'observation sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Arrête

Article 1 : Le tableau récapitulatif des parcelles figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2015-12-54 du 24 décembre 2015, autorisant la poursuite de l'exploitation par la société LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN (siège social : 126 chemin de l'Ile du pont – 38340 Voreppe) d'une carrière sur le territoire de la commune de Champ-près-Frogès, est modifié comme suit :

Ancien N° de parcelle	Nouveau N° de parcelle	section	Superficie en m2
15	15	A	27 077
16	16		8 988
17	17		7 048
18	18		53 458
19	19		4 920
21	21		7 314
27	27		89 980
28	669		7 683
63	693		697
68	68		8 071
69	69		9 900
70	671		1 011
71	691		7 647
72	72		35 791
73	73		23 273
75	75		7 360
76	76		3 740
77	77		3 700
79	79		13 869
194	194		5 780
207	207		7 083
208	208		26 011
373	373		15 870
TOTAL superficie périmètre d'autorisation			376 271

Le reste sans changement.

Article 2 : Droit des tiers

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou de forage dont bénéficie le titulaire.

Article 3 : Sanctions

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet, constitue un délit.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté complémentaire est déposée à la mairie de Champ-près-Froges et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du Champ-près-Froges pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la direction départementale de la protection des populations (DDPP), service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Isère (<http://isere.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1°) par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2°) par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat en Isère, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

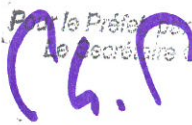
En application du III de l'article L.514-6 les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes et le maire de Champ-près-Froges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LES CARRIERS DU GRESIVAUDAN et dont une copie sera adressée :

- au maire de Champ-près-Froges,
- au directeur de la délégation départementale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- au directeur départemental des territoires de l'Isère,
- au Général, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère.

le Préfet

Par le Préfet, par délégation
Le secrétaire général

Philippe PORTAL